

3€

regards

Mai 2013

ENTRETIEN
MARIE-NOËLLE
LIENEMANN

PSA,
LA TRAHISON

DETROIT,
VILLE SOUS TUTELLE

MARIE-PIERRE VIEU, ERIC COQUEREL
PIERRE KHALFA, INGRID HAYES
FRANÇOIS CALARET

FRONT DE GAUCHE
ET MAINTENANT ?

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Thomas Bauder, Benoît Borrits, Juliette Cerf,
Emmanuelle Cosse, Sophie Courval,
Rémi Douat, Marc Endeweld, Nicolas Kssis,
Roger Martelli, Martov, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Diane Scott, Catherine Tricot, Arnaud Viviant

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture :
Philippe Grangeaud

SOMMAIRE

p.4 Lu sur regards.fr

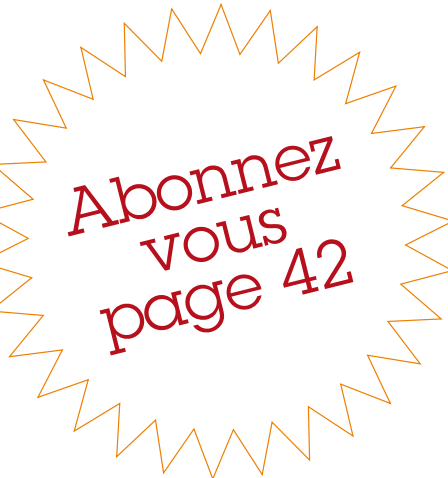
p.8 Dossier
Front de Gauche,
et maintenant ?

p.26 Entretien
Marie-Noëlle Lienneman

p.30 PSA
Place au «plan social
innacceptable»

p.34 Sélections

p.36 Detroit
La tutelle contre la démocratie



Abonnez
vous
page 42

HOLLANDE : UN AN ET TOUTES NOS DENTS

Sans doute est-ce l'alternance de trop. Un coup à droite, un coup à gauche, puis à droite, puis à gauche et puis l'on ne sait plus, tant les politiques finissent par se suivre et se ressembler. À se demander ce que peut encore la politique pour nos vies, à part les indexer sur le cours de la bourse, vidéosurveillance à l'appui... En mai dernier, les Français ont chassé Nicolas Sarkozy, sans grand espoir de changement mais avec soulagement. Un an plus tard, c'est peu dire que le peuple de gauche n'en a pas pour son vote. Le péché originel de François Hollande ? La signature avec Angela Merkel du traité concocté par son prédécesseur. Une capitulation sans combat qui a mis la puce à l'oreille sur le cap du gouvernement et la France dans les clous de la rigueur. L'affrontement avec le monde de la finance, mimé un jour de campagne électorale au Bourget, est d'emblée remis aux calendes grecques. S'ensuivent la chasse aux Roms et les cadeaux aux pigeons : la messe est dite. Et pourtant, nous n'avons à l'automne encore rien vu. Car, en quelques semaines, le gouvernement montre un visage d'une violence sociale et démocratique inattendue, même par celles et ceux qui l'attendaient au tournant : l'affaire Cahuzac, le vote de l'ANI et le rejet de l'amnistie balaient l'esprit public et le minimum syndical d'une orientation de gauche. L'arrogance du ministre du Budget qui venait faire la leçon de rigueur sur les plateaux télé et mentait devant l'Assemblée nationale a mis à nu un système oligarchique profondément néfaste. La reprise par le gouvernement d'un texte minoritaire chez les salariés, dicté par le Medef et soutenu par la CFDT, a inscrit dans le droit des régressions sociales inouïes favorisant la précarité, la flexibilité, les licenciements collectifs. Sarkozy a rêvé de casser davantage le droit du travail. Hollande le fait. Ou comment voir l'est en ouest. Et le coup de grâce, c'est le rejet du vote sur l'amnistie sociale. Un projet adopté au Sénat mais rejeté par un gouvernement qui tourne le dos à sa base historique. Comme si des conquêtes sociales avaient eu lieu dans l'histoire sans un minimum de contestation, d'affrontement entre travailleurs et patronat. Comme si les syndicalistes étaient des voyous et non des défenseurs acharnés des vaincus du système. Ce bilan n'est en rien une bonne nouvelle. Toute la gauche régresse quand une partie d'entre elle vire à droite. Reste à savoir non pas si mais quand l'espérance renaîtra à gauche pour qu'une autre majorité politique, sociale et culturelle donne le la au service de l'émancipation humaine. ← **CLÉMENTINE AUTAIN**

IDÉES

Quand les pauvres investissent une bibliothèque

Deux sociologues, Serge Paugam et Camila Giorgetti, publient les résultats d'une enquête féconde menée à la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou. Un espace démocratique où se côtoient populations les plus fragiles et élites intellectuelles. A lire absolument.

Hirsutes et mal vêtus, ils triment dans les allées leurs sacs plastiques. Ici, les sans-abris côtoient les étudiants venus bûcher leurs partiels. « Les pauvres sont présents dans les bibliothèques publiques, et souvent beaucoup plus qu'on ne l'imagine », constatent les sociologues Serge Paugam et Camila Giorgetti. On sait pourtant que les inégalités sociales pèsent sur l'accès au savoir et à la culture. De nombreux travaux sociologiques ont montré que dès l'enfance, les élèves issus de milieux défavorisés ont davantage de difficultés d'apprentissage à l'école. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

EXTRÊME DROITE

Le Printemps français, marque déposée par Béatrice Bourges

Alors qu'elle prétend « ne pas être à l'origine » du Printemps français, Béatrice Bourges, la porte-parole, a pourtant déposé la marque auprès de l'INPI le 26 février dernier. Un mois avant la naissance « spontanée » du mouvement anti-mariage pour tous. Étrange...

« Le Printemps français est né sur les Champs-Élysées le 24 mars au milieu des gaz lacrymogènes », déclarait Béatrice Bourges, porte-parole du Printemps Français – mouvement extrême droite contre le mariage homo - sur Europe 1, le 17 avril dernier. Pour toutes celles et ceux qui auraient – par miracle - raté l'événement, le 24 mars les militants contre le mariage pour tous, emmenés par Frigide Barjot, ont défilé dans les rues de Paris, quand une partie du cortège, suivie par Béatrice Bourges, s'est aventurée sur l'avenue des Champs-Élysées faisant fi de l'interdiction préfectorale. Bilan de la rupture entre Barjot et BB : quelques gaz lacrymo, quelques coups de matraques, bref rien de nouveau sous le soleil des habitués des manifs, qui plus est quand on dévie du parcours initial. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](https://regards.fr)

Vous avez dit « accord social » ?

On parle volontiers d'un accord social historique. Or cet accord n'a été signé que par des organisations syndicales ne représentant pas la majorité des salariés. Hormis quelques concessions en trompe-l'œil obtenues dans les dernières heures, cet accord remet en cause bien des aspects du droit du travail.

La presse étrangère ne tarit pas d'éloge envers l'accord patronat-syndicats du vendredi 11 janvier 2013. Pour le Handelsblatt, quotidien allemand de l'économie, « La France commence enfin ses réformes structurelles ». Le très conservateur Wall Street Journal explique ouvertement que « les employeurs français gagnent une nouvelle flexibilité » tout en modérant son enthousiasme en soulignant qu'« il n'est pas certain que l'accord crée des emplois à court terme, alors que la croissance en France est tombée à pratiquement zéro l'année passée ». Il se demande même si les nouvelles règles, « ne pourraient pas avoir l'effet inverse dans l'immédiat, comme ont prévenu certains économistes ». Une franchise que l'on ne peut se permettre que de l'autre côté de l'Atlantique. [...]

[← LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

MONDE

Choucha, secteur E, les damnés du désert

En visite en France pour la première initiative publique du ColDans le sud tunisien, le camp de Choucha va fermer. Ouvert au printemps 2011 pour accueillir des réfugiés en provenance de Libye, il contient encore des centaines de migrants sans solutions. Dans ce bout de désert, s'ébauche aussi un schéma d'externalisation de la gestion des flux migratoires. Reportage.

Dans deux mois tout juste, le 30 juin, entre 200 et 300 migrants vont se retrouver abandonnés sans recours, quelque part entre la ville tunisienne de Ben Guerdane et le poste-frontière avec la Libye de Ras Jdir, à la lisière du Sahara. « Qu'est ce qu'on va faire ? Posez cette question au HCR. » Le regard sombre, assis sous son « bunker » bricolé en épaisse toile de tente siglée UNHCR, Frédéric ne perd plus de temps à répondre aux journalistes. Des plumitifs, depuis deux ans, il en a vu « des milliers » et se dit « fatigué » de raconter son histoire. Il fait partie des déboutés du secteur E, essentiellement subsahariens, qui attendent avec angoisse la fermeture annoncée du camp de Choucha. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

FRONT DE GAUCHE ET MAINTENANT ?

Le 22 avril, les membres de la coordination nationale du Front de gauche se réunissaient pour un séminaire sur l'avenir de la formation politique. Pourquoi mener cette réflexion aujourd'hui ? Qu'est-ce qui justifiait un tel temps de recul ? Quels enjeux pour l'avenir ? Pour y répondre, plusieurs personnalités du FdG ont accepté de prendre la plume.

BRAINSTORMING AU FRONT DE GAUCHE

Après une candidature à la présidentielle ayant suscité une réelle dynamique militante et un résultat au-dessus du seuil symbolique des 10 %, le Front de gauche continue de chercher sa voie. Né en 2009 de l'union du Parti de gauche et du PCF, le Front de gauche a encore du pain sur la planche. Structuration, stratégie, leadership : les enjeux sont ardemment discutés, mais souvent en coulisse. Lever de rideau.

Comment parler du et au peuple ? Même si chacun sait que les médias transforment à l'occasion les propos du leader du Front de gauche, les formules de Jean-Luc Mélenchon font débat. Quand *Libération* titre sur « La purification éthique », il déforme sévèrement les termes du député européen. Pour autant, le parler « dru et cru » de Mélenchon n'est pas au goût de toutes les composantes du Front de gauche. Derrière cet enjeu de vocabulaire se révèlent des différences d'appréciation sur la meilleure façon d'élargir le socle d'adhésion.

Tout n'est pas en cause. La base d'accord stratégique est substantielle entre les organisations du Front du gauche. Mais l'analyse de la séquence politique,

de laquelle découle en partie tactique et stratégie, nourrit les divergences. Le Front de gauche est-il aux portes du pouvoir ou à l'orée de la reconquête ? Jean-Luc Mélenchon ne cache pas sa conviction : « *Nous serons au pouvoir dans dix ans* », répète-t-il de conversations privées en interviews. Ce volontarisme permet de mobiliser les militants sur une perspective stratégique claire et enthousiasmante. Incontestablement, à court terme en tout cas, l'activisme du PG produit de la dynamique. Côté PCF, l'hypothèse de passer rapidement devant le PS à gauche ne semble pas être le pronostic privilégié. Ce parti pris peut alimenter une propension à faire vivre le rôle d'aiguillon à gauche plutôt que de jouer avec le PS la rupture franche. Mais, y compris au PCF, la conscience

que la période n'est plus celle de la gauche plurielle modifie la donne. Pour les communistes, il ne s'agit plus de tirer le PS gouvernemental vers la gauche mais d'offrir une majorité alternative, porteuse d'un autre cap. Dans un moment où François Hollande atteint des sommets d'impopularité, où les couleuvres sociales du gouvernement sont dures à avaler et où l'affaire Cahuzac révèle un système à refondre du sol au plafond, les rapports historiques entre PS et PCF ont pris du plomb dans l'aile. Jusqu'à quel point ? Quel sera le prix d'une autonomie à l'égard du PS ? Les élections municipales de 2014 constituent de ce point de vue un cap difficile. Il est probable que les listes Front de gauche auront des configurations très variables. Mais l'enjeu de la tonalité générale n'est pas mince : Qu'est-ce qui donnera le « la » ? Au premier tour, est-ce le rassemblement de toute la gauche ou l'indépendance des forces alternatives qui constituera l'exception ? La balance penche aujourd'hui vers l'autonomie mais le débat n'est pas clos. La cohérence du Front de gauche, celle de sa stratégie nationale et locale est en jeu.

L'appréciation sur le moment politique structure aussi la manière de s'affronter au Front national. Le Front de gauche peut-il gagner la manche dans un duel explicite et exacerbé avec l'extrême droite ? L'objectif affiché par Jean-Luc Mélenchon de passer devant

Est-ce le rassemblement de toute la gauche ou l'indépendance des forces alternatives qui constituera l'exception lors du premier tour des municipales ?

Marine Le Pen à la présidentielle, ainsi que sa candidature face à elle à Hénin-Beaumont, a échoué. Cette donnée mérite sans doute d'être assimilée pour penser la suite. Faut-il persévérer dans la logique du « front contre front » ou assumer la conflictualité politique avec le FN mais en misant d'abord sur la perspective alternative ? À l'aube de la manifestation du 5 mai, « contre l'austérité et la finance, pour une VI^e République », organisée par le Front de gauche, qui a suscité une mobilisation le même jour de la part du Printemps français et des amis de Frigide Barjot, l'affaire n'est pas simple.

Pour atteindre l'objectif d'être en tête de la gauche, le Front de gauche a besoin de partenaires. La question de ses liens avec les forces de la gauche du PS et d'EELV est posée. Comment attiser leurs contradictions et renforcer les liens pour les attirer dans un

rassemblement en dehors de la gauche gouvernementale? Les paris sur leurs capacités à passer le Rubicon divergent: inutile de les attendre, disent les uns; travaillons patiemment, préconisent les autres. Mais c'est aussi et même surtout l'ouverture du Front de gauche au mouvement social et à la société civile qui permettra d'élargir son socle d'adhésion. Sur ce point, la méthode est discutée car l'heure n'est plus à un mouvement social qui marche dans les pas du politique. Alors, quelle association, quelles dynamiques communes possibles? De nouvelles relations se cherchent.

La structuration du Front de gauche n'a pas connu d'accélération après la séquence présidentielle/législatives Étonnant. Et surtout peu performant. Les instances sont restées pendant des mois et des mois celles de la présidentielle, avec une coordination, un conseil de campagne, des fronts thématiques, des fronts de luttes et des assemblées citoyennes. Faute d'accord sur une transformation de ces instances et le passage à une étape supplémentaire dans l'inclusion du Front de gauche, ces instances ont juste été pérennisées. Et il n'y a toujours ni trésorerie véritablement commune (mais une clé de répartition) ni porte-parole officiel. Moralité: le fonctionnement reste celui d'un cartel d'organisations et l'implication militante n'a pas été favorisée. Les assemblées

La structuration organisationnelle du Front de gauche est restée la même après la présidentielle. Résultat: un cartel d'organisations et une implication militante peu encouragée.

citoyennes ont essentiellement le pouvoir de coller les affiches et d'organiser des débats publics: leur participation aux décisions du Front du gauche n'est pas organisée. L'adhésion directe reste impossible. Au total, le cadre commun s'en trouve fragilisé. Les organisations plus petites du Front de gauche, telles que la Gauche anticapitaliste (les ex du NPA) ou la Fase, plaident pour un renforcement du pouvoir des instances mais ne pèsent pas suffisamment face au PG et au PCF qui semblent se complaire dans ce cartel d'organisations. En attendant, la dynamique commune en est affectée. Mais le Front de gauche reste un atout précieux, un acquis unitaire bien difficile à remettre en cause. Prochain départ, le 5 mai place de la Bastille. À suivre. ← CATHERINE TRICOT



Marie-Pierre Vieu

du Parti Communiste Français

Le Front de gauche est né du double objectif d'ouvrir à gauche un autre horizon que celui du social libéralisme, et d'œuvrer au rassemblement le plus large pour y concourir. Cette ambition majoritaire nous a permis, après tout juste quatre ans de vie, de s'imposer dans le paysage politique comme une force incontournable, qui a pesé de manière déterminante dans la victoire sur Sarkozy et la droite en mai dernier, à contenir le FN ; elle constitue aujourd'hui le seul levier à gauche pour sortir de la situation de blocage politique dans lequel le pays est enlisé. L'élection de François Hollande et sa décision de tourner d'emblée le dos à son engagement d'affronter la finance, conduit à une nouvelle alternance, qui marque une étape supplémentaire dans la soumission du pouvoir aux diktats financiers, exacerbant la crise. La gauche gouvernementale comme hier la droite, fait le choix de l'austérité, et tente de nous la vendre comme la seule perspective viable jusqu'à, quand elle ne parvient pas à convaincre, nous imposer d'autorité ses réformes comme on l'a vu ce week-end au Sénat sur l'ANI, offrant là un point d'appui au MEDEF dans son entreprise de recomposition sociale. Cela augure de nouveaux reculs sur des dossiers clés, qui ont depuis longtemps fédéré la gauche, parmi lesquels les retraites et la protection sociale. L'affaire Cahuzac intervient donc au moment où le divorce entre la majorité

gouvernementale et ceux qui l'ont élue est déjà consommé; elle vient illustrer avec une rare violence la dérive libérale du PS, en même temps qu'elle éclaire sur le marasme institutionnel.

Alors quel avenir pour le Front de gauche ? Il faut d'abord maintenir notre volonté première d'en finir avec ce capitalisme prédateur – l'humain d'abord – mais également être la force dynamique capable de remettre en mouvement ce peuple qui a choisi le changement. Le plus difficile dans cette période imprégnée de rejets est d'être au diapason de la colère sociale sans hypothéquer le champ du rassemblement pour faire bouger les lignes. En décrétant l'urgence de la vi^e République, en la mettant en chantier au travers de la manifestation du 5 mai, de la marche des femmes du 9 juin ou du processus constituant que propose d'engager le PCF avec la co-organisation d'assises pour la refondation sociale et démocratique, nous visons à dépasser cette difficulté, à faire émerger une offre majoritaire alternative à gauche. En terme de contenu mais également de convergences de forces, de personnalités pour la porter. Ce qui signifie tendre la main et créer les conditions pour que les écologistes, les socialistes, les syndicalistes et acteurs sociaux, qui font le même constat que nous et cherchent eux aussi à rendre leurs exigences majoritaires, décident à leur tour de s'engager. Développer une démarche inclusive et pas exclusive, c'est ce qui nous a permis de renforcer le Front de gauche sans

Développer une
démarche inclusive
et non exclusive,
tendre la main et créer
les conditions pour
que les écologistes,
les socialistes, les
syndicalistes et acteurs
sociaux décident à leur
tour de s'engager.

nier les différences qui existent entre nous et qui pour une part sont aussi la résultante de l'histoire de chacune de ses composantes. Je pense que progresser aujourd'hui dans la construction de ce mouvement, nous appelle à préserver chacune d'elle pour ce qu'elle est, tout en valorisant et aidant à développer la culture commune que nous sommes en train de construire; au travers d'événements structurants tels les estivales, au travers pourquoi pas d'un porte-parole collectif qui donne à voir en quoi notre diversité est une force, en donnant plus de poids et d'efficience aux réseaux tels le front de lutte ou les fronts thématiques...

La feuille de route
du Front de gauche ?
Construire une majorité
alternative appuyant
une autre politique
de gauche pour
contraindre le chef de
l'État à faire des choix.

Un an après l'élection de François Hollande, le Front de gauche se trouve confronté à une problématique devenue évidente : comment faire face à un gouvernement présumé de gauche qui sur le plan économique et social, au moins, fait une politique de droite ? Une politique d'austérité qui conduit à la récession et donc à l'échec aussi sûrement que la nuit succède au jour. Disons les choses autrement : comment éviter qu'au bout de cette impasse nos concitoyens ne redonnent le pouvoir à une droite extrémisée alliée ou pas à l'extrême droite ? Cela revient à mettre en place une stratégie en vue de construire une majorité alternative appuyant une autre politique de gauche et obligeant dès lors le chef de l'État à des choix. Voilà la feuille de route, elle ne présente aucune solution évidente ni certaine mais nous n'avons pas d'autres choix. Celle qui consisterait à faire pression sur le gouvernement dans l'espoir qu'il change de politique ? Elle serait semeuse d'illusion. Car nous n'avons pas devant nous un

gouvernement social-démocrate classique à qui nous reprocherions de faire des réformes trop timides, il s'agit d'un genre nouveau en France : un social-libéralisme qui applique là sa politique libérale comme Blair ou Schroeder l'ont fait avant lui. Nous venons d'ailleurs d'en voir une démonstration supplémentaire. Vingt-quatre heures après le refus de 74 députés de voter l'ANI, Monteboug, Hamon et DufLOT, certains eux aussi que l'austérité conduit dans le mur, sont montés au front de manière concertée les 9 et 10 avril. Le recadrage de François Hollande n'a pas tardé : le 10 avril, il les tançait et affirmait maintenir son cap. Qu'espère le Président de la République ? Peu de choses en réalité de sa politique. Il parie sur des solutions exogènes. Pour lui la crise est cyclique, elle finira donc par passer. On le dit même persuadé que l'Allemagne devra finir par relâcher son étreinte monétariste. En attendant, il faut tenir en rassurant les marchés. Il se trompe lourdement : cette crise est systémique, la France ne pourra donc s'en sortir en se contentant de combiner patience et austérité.



Eric Coquerel

du Parti de Gauche

Il ne s'agit donc pas de « pousser » ce gouvernement mais d'imposer à François Hollande un rapport de force politique. Première condition : le Fdg ne doit être assimilé en rien à la politique gouvernementale. C'est le plus grand écueil : tous les jours le pouvoir médiatico-politique ne cesse de réduire « LA » gauche à la majorité de M. Ayrault, nous reléguant aux marges. Le PS en rajoute, ne cessant de nous intimer l'unité pour ne pas faire pas le jeu de la droite. Cette farce cynique bute sur une réalité : du TSCG à l'ANI, remake des accords compétitivité emploi, en passant par la TVA sociale censée contrebalancer en partie les 20 milliards de cadeaux aux entreprises du pacte de compétitivité sans oublier la nouvelle réforme des retraites promise à l'été, ce n'est pas nous qui donnons ainsi une victoire a posteriori à Nicolas Sarkozy. Il ne faut pas se laisser intimider par ce théâtre d'ombres : nous devons clairement, dans les actes et le verbe, nous opposer à cette politique d'austérité comme d'ailleurs la résolution stratégique du Front de gauche de janvier 2013 nous invite à le faire.

Ensuite il faut... passer devant le PS, lui prendre le leadership à gauche en combinant mobilisations, initiatives programmatiques et élections. La droite et l'extrême droite se mobilisent dans la rue en prenant le mariage pour tous comme prétexte, il nous revient de proposer au peuple de

gauche de se lever sur les valeurs qui l'ont poussé à battre Sarkozy en mai 2012. C'est la raison d'être de notre marche du 5 mai contre l'austérité et la finance et pour la vi^e République. La campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon et du Front de gauche a révélé la cohérence de son programme de gouvernement « l'Humain d'abord » au point de contraindre François Hollande à incurver son discours contre la finance. Voilà le fil que nous devons reprendre dans toutes les initiatives que nous soutiendrons ou lancerons à l'avenir : mobilisations sociales, assises, marche des femmes contre l'austérité, estivales... Ce sera aussi ce que nous devons défendre lors des élections de 2014 si la situation ne conduit pas, d'ici là, à une accélération des rythmes y compris électoraux. À nous de saisir l'occasion des Européennes. Leur objet et leur scrutin à la proportionnel peuvent nous donner l'occasion de passer devant le PS et provoquer le séisme politique espéré. Nous ne nions pas l'importance propre et les spécificités des municipales qui auront lieu deux mois avant mais nous devons aborder ces deux élections avec la même cohérence, celle d'une stratégie d'autonomie conquérante vis-à-vis des listes soutenant la politique du gouvernement.

Voilà ce que doivent être notre stratégie et nos objectifs pour les 12 mois à venir. Nous continuerons à ouvrir la porte à

ceux qui dans la majorité expriment leur refus de l'austérité: gauche du PS et EELV même si leur lenteur, voire même parfois leur agressivité à notre égard, est inquiétante. Mais c'est surtout le peuple de gauche, et le peuple tout entier, que le Front de gauche doit convaincre. Ceux dont l'univers mental repose toujours sur une échelle gauche/droite comme ceux pour qui ce n'est plus le cas, encore moins le cas depuis 12 mois, tant gauche et droite leur semblent pareillement responsables. À ceux-là restent la résignation et la colère auxquelles le Fdg doit répondre en parlant clair et en assumant une parole tribunicienne. Plus globalement le Fdg doit devenir pour ça le Front du peuple, la force qui, toujours, met l'implication citoyenne au centre de ses préoccupations.

La tâche est lourde. Elle est à la hauteur des enjeux historiques se dressant devant nous: face à cette contre-révolution libérale et autoritaire débutée dans les années 1980 avec Thatcher et Reagan qui place aujourd'hui le monde en état d'urgence, nous devons plus que jamais assumer de créer les conditions de la révolution citoyenne. Il n'y a pas d'autres issues.

Pour les Européennes comme pour les municipales, nous devons adopter une stratégie d'autonomie vis-à-vis des listes soutenant la politique du gouvernement.



Pierre Khalifa

La campagne présidentielle a installé le Front de gauche (FdG) sur la scène politique. Depuis, la politique menée par le gouvernement Hollande enfonce chaque jour un peu plus la France dans la crise économique et sociale qui, avec l'affaire Cahuzac, tend à se transformer en crise politique. Dans cette situation le FdG doit se fixer comme ambition de devenir majoritaire à gauche et d'exercer le pouvoir.

Le FdG est encore un cartel d'organisations. Il doit devenir un mouvement politique de type nouveau en étant capable d'accueillir en son sein les adhésions individuelles et en se dotant d'un mode de fonctionnement plus collectif qui permette de dépasser les clivages entre les organisations membres. Si des avancées sur ces points ont eu lieu, elles restent cependant trop timides.

Le FdG doit dire clairement qu'il s'oppose à la politique menée par ce gouvernement et doit en finir définitivement avec les positionnements ambigus qui ont pu exister à certains moments.

Le Front de gauche doit pouvoir accueillir en son sein des adhésions individuelles et adopter un fonctionnement collectif permettant de dépasser les clivages des organisations membres.

Ce positionnement n'interdit évidemment pas d'essayer de peser sur le gouvernement, ni d'approuver ponctuellement telle ou telle mesure qu'il pourrait prendre. Le texte « stratégie » adopté par le FdG va dans le bon sens, même si tous les problèmes ne sont pas résolus.

Le FdG doit à chaque moment indiquer qu'une autre politique est possible. Que faire contre le chômage et la précarité, comment lutter contre les inégalités, comment satisfaire les besoins sociaux, comment amorcer la transition écologique ? Sur tous ces points, et bien d'autres, le FdG n'est pas assez audible. Il faut qu'il indique concrètement ce que devrait faire un véritable gouvernement de gauche.

La communication du FdG devrait se focaliser sur cet objectif.

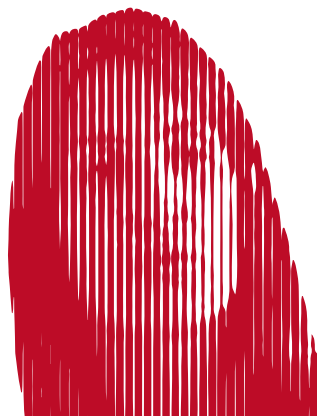
Le FdG doit être capable d'impulser la construction d'un large rassemblement de toutes les forces ou courants qui s'opposent à la politique menée en combinant la mobilisation citoyenne (comme le 5 mai) et le débat sur les mesures d'urgence qu'il faudrait prendre pour sortir de la situation actuelle. Il s'agit de promouvoir une démarche unitaire sur la base d'un contenu politique qui permette à la fois le rassemblement le plus large et une rupture nette avec la politique actuelle. Pour cela, le FdG doit clarifier son rapport au mouvement social en rompant avec un comportement visant à le subordonner.

Le gouvernement PS-EELV assume désormais une politique qu'on ne peut même plus qualifier de social-libérale, tant son caractère social est inexistant. De renoncement en renoncement, il s'inscrit dans la plupart des domaines dans la stricte continuité du gouvernement précédent, répondant en toutes choses aux désirs du MEDEF. Profitant d'une crise politique précipitée par l'affaire Cahuzac et ses suites, la droite s'est trouvé un terrain d'affrontement sur la question du mariage pour toutes et tous. En alliance avec l'extrême droite, elle occupe la rue et réveille les pires démons de la réaction. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de faire émerger et de rendre crédible une alternative politique à gauche, de construire un front social et politique large contre l'austérité. Dans un tel contexte, le Front de gauche constitue un acquis décisif. Il s'agit du seul point d'appui réel dont nous disposions

aujourd'hui pour avancer vers cette perspective. Il faut mesurer ce que cela représente, alors que la crise européenne et le choc des politiques d'austérité produisent ailleurs des évolutions politiques de même intensité, en l'absence de construction politique équivalente à la nôtre. En demeurant dans le cadre de l'hexagone, imaginons un instant ce que serait la situation si le Front de gauche n'existait pas, ou s'il s'était compromis dans un gouvernement commun avec le PS. C'est la possibilité même de formuler une politique alternative qui s'en trouverait compromise.

Le Front de gauche a dès lors des responsabilités considérables. Il doit parler plus haut, être plus offensif, prendre des initiatives à la mesure des accélérations politiques actuelles, contribuer ainsi, en travaillant à reconstruire une perspective politique, au développement et à la convergence des mobilisations sociales aujourd'hui éparses. La marche du 5 mai est à cet égard une excellente nouvelle,

Le Front de gauche
doit être un front large,
inclusif, appuyé sur des
assemblées citoyennes,
construisant des
passerelles solides avec
le mouvement social.



Ingrid Hayes

de la Gauche Anticapitaliste

de même que les propositions concernant les suites à lui donner : le Front de gauche doit mener une bataille résolue pour une VI^e République dont le contenu soit tout à la fois démocratique, social et écologique, en articulant ensemble ces trois dimensions. Il s'agit de déployer le Front de gauche, d'en faire un mouvement politique en mesure de répondre à la crise en cours, un front large, inclusif, appuyé sur des assemblées citoyennes, construisant des passerelles solides avec le mouvement social.

Le Front de gauche doit inspirer confiance et démontrer qu'il est prêt à construire avec d'autres forces des initiatives politiques pour ouvrir une issue à la crise.

Moins d'un an après la victoire de François Hollande et le rejet de Nicolas Sarkozy, le pouvoir socialiste est confronté à une crise politique majeure. La violence de la politique sociale libérale du gouvernement Ayrault désorienté et suscite la colère de ceux qui ont voté pour que la gauche mène une politique qui défende les classes populaires face à la crise. Dans cette situation, les responsabilités du Front de gauche sont immenses. Il doit être une force de proposition et d'alternative qui renforce la capacité de chacun d'agir collectivement, de s'impliquer, de se mobiliser. Pour imposer une politique qui s'affronte au Medef et à la finance et montrer qu'un véritable changement est possible, il doit être l'artisan déterminé du rassemblement d'une autre majorité politique qui rende possible un autre gouvernement de gauche.

Cela suppose pour le Front de gauche de prendre plus d'initiatives en développant la campagne initiée pour une alternative à l'austérité et en préparant les prochaines batailles politiques, par exemple sur la question de l'autre Europe que nous voulons avec l'Alter-summit début juin, mais aussi sur les prochaines réformes de l'indemnisation chômage, des retraites, sur le dossier de la transition énergétique... Cela doit se faire en tissant des liens unitaires de travail commun avec les forces issues du

mouvement social et syndical qui sont prêtes à se mobiliser sur ces terrains en portant des propositions communes. Et c'est aussi à gauche qu'il est vital que le Front de gauche soit une force de rassemblement. Les débats pour une alternative à l'austérité traversent toute la gauche, y compris au sein du PS et d'EELV. Le Front de gauche doit inspirer confiance et démontrer qu'il est prêt à construire avec d'autres forces des initiatives politiques pour ouvrir une issue à la crise. C'est ce que Gauche unitaire met en débat avec une proposition de « Forum national de la gauche pour une politique anti-austérité ». Le Front de gauche doit être une force de rassemblement, sans exclusive et sans sectarisme pour que se concrétise la nécessité vitale d'une alternative.



François Calaret

de la Gauche Unitaire

Marie-Noëlle Lienemann

« Les 60 propositions de Hollande doivent être tenues »

Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, est l'une des animatrices de Maintenant la gauche, l'aile gauche du PS. Elle plaide pour un rassemblement rouge, rose, vert autour d'un nouveau pacte majoritaire.

Ca sent la course. Marie-Noëlle Lienemann, dans son bureau du Sénat, met la dernière main au texte que « Maintenant la gauche », le courant de gauche du Parti socialiste, présente au bureau national en prévision de la convention nationale sur l'Europe. Avec Emmanuel Maurel et Jérôme Guedj, la sénatrice de Paris entend contribuer à la réorientation de la politique du gouvernement, sur l'Europe mais aussi à propos de l'austérité.

Regards.fr : La position du gouvernement sur l'Europe, et notamment ses rapports avec l'Allemagne, a fait beaucoup débattre. Où en êtes-vous sur le sujet ?

Marie-Noëlle Lienemann : Nous demandons un moratoire sur le Pacte de

stabilité et que l'Europe lui substitue un pacte de relance. Il faut un budget pour accompagner ce pacte de croissance. Nous appelons donc à refuser le compromis budgétaire adopté en début d'année. Nous souhaitons que le nouveau budget appuie la relance européenne par un programme de grands travaux de nature à répondre aux besoins.

Vous plaidez aussi pour une autre politique monétaire...

La politique dite de « l'euro fort » affaiblit en fait l'Europe. Nous rappelons que la politique monétaire européenne peut être modifiée par le conseil des ministres. Il faut donc arrêter de surévaluer l'euro par rapport au dollar, au yen, au yuan. Nous proposons, dans la continuité, de donner un autre rôle à la Banque centrale européenne, en lui rendant ➔

la capacité de prêter aux États. À l'image de la Federal Bank, nous pensons qu'elle doit appuyer les politiques de croissance et d'emploi.

Vous vous positionnez enfin sur le traité transatlantique...

Nous pensons qu'il ne faut pas commencer la négociation sur ce sujet. Quand on y met le pied, on ne peut plus revenir en arrière. Le traité transatlantique constitue un changement radical par rapport au projet européen. Si nous souhaitons des coopérations avec les États-Unis, nous réaffirmons l'Europe comme un projet singulier dans un monde multipolaire.

Sur ces propositions, vous vous trouvez plutôt sur la même ligne que le Front de gauche...

Nous avons tous voté contre le TSCG. La France se piège elle-même dans une politique d'austérité qui mène l'Europe dans le mur. Nous pensons qu'il faut partir sur un nouveau pied d'appel.

Est-ce que le « nouveau pacte majoritaire » que vous avez présenté en avril est ce nouveau pied d'appel ?

Notre conviction reste que la gauche ne réussit que lorsqu'elle est unie. Nous pensons qu'il faut rassembler l'ensemble

des forces qui ont élu François Hollande pour battre Merkel, pour lutter contre l'austérité, pour faire vivre l'alternative. Pour cela, il faut un nouveau rapport de force. Si nous ne pouvons arriver à un gouvernement rouge, rose, vert – qui reste notre objectif –, à tout le moins nous pouvons rapprocher toute la gauche autour d'un accord législatif pour une nouvelle étape du quinquennat. C'est ce que propose également Claude Bartolone.

Pensez-vous, comme Jean-Luc Mélenchon, qu'il existe une majorité dans ce pays pour mettre en œuvre une autre politique ?

Effectivement : les moyens d'un accord sont sur la table. Mais nous ne pourrions pas construire cet accord contre les proches de François Hollande, contre l'aile droite du Parti socialiste. En ce sens, nous sommes plus proches de nos amis communistes que de Jean-Luc [Mélenchon]. Il ne sera pas premier ministre, non pas que j'aie quelque chose contre mais parce que ce n'est pas l'objet politique. Nous ne souhaitons pas une inversion de majorité mais nous voulons en changer le centre de gravité. Dans le fond, une partie de la gauche ne peut pas gagner contre l'autre. Encore moins quand elle est en situation de minorité.

D'autres tentatives de réorienter le Parti socialiste se sont succédées pendant 20 ans. Sans guère de succès...

Je ne laisserai jamais le PS aux sociaux-libéraux ! Avec mes amis, je souhaite un parti à l'image de la gauche, à l'image du peuple de gauche. Je refuse de laisser les mains libres à celles et ceux qui militent pour une alliance au centre. Lors du dernier vote interne au congrès de Toulouse, Emmanuel Maurel, en tant que représentant de l'aile gauche du PS, a réuni près d'un tiers des voix.

Comme le prétendent certains, votre rôle n'est-il pas finalement d'empêcher le basculement de l'électorat PS au Front de gauche ?

Nous ne voulons pas mettre en péril les chances de réussite de la gauche. Sinon, c'est le FN qui gagnera. Donc, la question du rapport de force entre PS et Front de gauche est « secondaire ». Ce qui nous mobilise, ce sont les textes examinés par le Parlement. Il y a plus de députés et de sénateurs socialistes qui se sont opposés à l'ANI que de parlementaires Front de gauche... Nous considérons que les 60 propositions de François Hollande constituent un bon pied d'appel pour la réussite de la gauche. Il faut qu'elles soient tenues.

← PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANAËL UHL

PSA : place au « plan social inacceptable »

Jugé « inacceptable en l'état » fin 2012, le plan de sauvegarde de l'emploi à PSA a été validé par 4 organisations syndicales sur 6 le 29 avril. Il entérine la destruction de 11 200 postes de travail sur deux ans et la fermeture du site d'Aulnay.

Pour le groupe PSA, l'affaire est entendue. Lundi 29 avril, sans surprise, son « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) a été validé par quatre organisations syndicales sur six. Il se traduit par 11 200 suppressions d'emplois sur deux ans et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois. À l'exception de la CGT, les organisations syndicales qui siègent au sein du comité central d'entreprise (CCEE) avaient déjà signifié leur accord sur les mesures présentées par PSA. SUD n'est pas représenté au CCE. La CGT a annoncé qu'elle maintient la grève qui dure depuis plus de trois mois. Avant le CCE, le tribunal de grande instance avait déjà débouté la CGT et SUD de leur demande d'annulation du PSE vendredi 26 avril. Ultime recours, la CGT a annoncé qu'elle fait appel de cette décision, appel non suspensif. Le « plan social » va pouvoir se mettre en œuvre,

la direction de PSA n'ayant pas l'intention de perdre du temps alors qu'elle annonce, à l'instar de Renault, vouloir passer à un « plan de compétitivité ». Elle bénéficie, dans cette affaire, du désengagement total du gouvernement, malgré les fracassantes déclarations d'Arnaud Montebourg à propos d'un « *plan social inacceptable en l'état* ». Les collectivités locales concernées, de la mairie d'Aulnay au conseil régional Île-de-France n'ont pas plus brillé par leur implication. Dans son dernier communiqué, en date du 26 avril, la CGT l'a encore rappelé : « *Force est de constater que les salariés n'ont bénéficié d'aucun soutien, ni de l'ancien gouvernement et encore moins de l'actuel, qui n'a fait que mettre des bâtons dans les roues à la mobilisation des salariés en se mettant clairement du côté des licenciés et contre les travailleurs qui défendent l'emploi.* » →

La direction de PSA peut donc continuer à claironner qu'il y aura « zéro licenciements » en promettant des reclassements à Rennes comme à Aulnay. Les emplois détruits le seraient suite à des « départs volontaires » et à des non-remplacements de départs en retraite. En matière de reclassements, les chiffres de départ – « 3 700 » pour le seul site d'Aulnay qui en emploie 3 000 – se sont considérablement réduits. La RATP, qui s'était engagée sur 1 000 embauches de salariés de PSA, n'en confirme plus qu'une centaine. La SNCF avait aussi, par la voix de son PDG, fait des fortes déclarations sur l'intérêt qu'elle portait aux salariés issus de l'automobile : « *On souhaite aussi embaucher des gens expérimentés. On va embaucher 1 500 personnes sur l'entretien des voies, 900 personnes dans les ateliers du matériel*

(...) Il y a tout un savoir-faire dans les usines automobiles que nous savons, nous, utiliser à la SNCF. »

En cette fin avril 2013, la SNCF annonce finalement 300 postes au total pour les PSA. En off, un responsable de l'entreprise estime que, pour le bassin d'Aulnay, ce chiffre se limite à 50 postes de travail dans la maintenance. Le reste serait réparti sur l'ensemble du pays. Finalement, pour le site d'Aulnay-sous-Bois, les reclassements sont estimés à 750 au total : 50 postes à la SNCF ; 100 à la RATP ; 100 encore à Aéroports de Paris ; 500 postes à ID Logistics qui a annoncé s'installer sur le site de PSA. Selon nos informations, ces reclassements sont assortis de pertes de salaire pouvant aller jusqu'à 660 € par mois à ID Logistics. Dans le cadre du « plan de sauvegarde de l'emploi », PSA se serait engagé

à « compenser » les pertes de salaires à hauteur de 300 € par mois.

Au bout du bout, le coût de l'ensemble des dispositifs liés au PSE s'élève, pour PSA, à plus d'un milliard d'euros. Selon le cabinet SECAFI, la fermeture d'Aulnay, à elle seule, coûterait 600 millions d'euros. Pour un groupe qui se déclare quasiment « au bord de la faillite », l'ardoise est élevée. Mais, mercredi 25 avril, le constructeur automobile a distribué 350 millions d'euros aux actionnaires, notamment sous forme de rachat d'actions. Le tout sans qu'aucun ministre ne s'émeuve de cette mesure.

Côté CGT, on annonce déjà que, quel que soit le résultat du CCE, la lutte continuera. Le syndicat d'Aulnay est bien seul depuis que SUD s'est désolidarisé de la grève fin mars. Elle doit faire face à une direction qui ne reste pas inactive non

plus. Selon nos sources, il reste tout juste un millier de salariés sur 3 000 en postes à Aulnay-sous-Bois. Officiellement, au 30 avril, les effectifs d'Aulnay sont de 2 800. Selon les chiffres fournis par la direction que nous nous sommes procurés, 30 % d'entre eux sont en arrêts de travail. Il faut ensuite prendre en compte les mobilités dites « provisoires » qui concernent 500 salariés. D'ores et déjà, on compte 200 départs en congés sans solde et, pour finir, 200 grévistes. Il reste donc vraiment 1 060 salariés sur le site séquano-dyonisien. Un chiffre insuffisant pour assurer une production à Aulnay.

Dans des conditions pareilles, la fermeture du site avant la fin de l'année, évoquée le 25 avril dernier, ne constitue pas une menace brandie par la direction mais une perspective sérieuse.

← TEXTE ET PHOTOS, NATHANAËL UHL



L'ÉTRANGE CAPITULATION

« Ils tombèrent sans gloire. Le pis est que leurs adversaires y furent pour peu de chose. » Cette phrase citée en début d'introduction de *L'Étrange capitulation* de Laurent Mauduit n'a pas été écrite, malgré les apparences, pour l'actuel gouvernement socialiste. Elle est issue de *L'Étrange défaite* du grand historien Marc Bloch dont le livre sert de fil conducteur. L'essai de Laurent Mauduit, ancien directeur de la

rédaction du *Monde* et cofondateur de *Mediapart*, est redoutable sur l'action gouvernementale depuis l'élection de François Hollande. À première vue, si on attend bien quelques précisions sur la politique menée, on se dit qu'il n'y aura guère de révélations sur la politique menée tant l'adhésion des élites socialistes au social-libéralisme est désormais bien connue. Et bien si, car malgré les apparences, Hollande est un sacré phénomène. En moins d'un an, sa capacité à décevoir s'est révélée alors même qu'il n'avait pas suscité grand espoir. Il était certain que le changement ce ne serait pas maintenant, mais ce que relate Laurent Mauduit est bien pire que cela.

Pour la première fois, un gouvernement socialiste arrivé au pouvoir n'aura rien tenté. Quoiqu'on puisse penser du bilan des gouvernements de gauche passés, ce ne fut pas le cas en 1936, en 1981 et même 1997. « *François Hollande, lui, n'a pas cherché un seul instant à modifier la politique de son prédécesseur* », affirme la quatrième de couverture. La phrase pourrait paraître



Les Césures de la révolution tunisienne, de Nicolas Dot-Pouillard

Beaucoup des ouvrages parus depuis l'insurrection populaire en Tunisie ayant abouti à la chute du RCD de Ben Ali, qu'ils soient des œuvres journalistiques ou savantes, n'ont pu se départir d'un certain « enthousiasme révolutionnaire » bien compréhensible.

← [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)



Théorie du drone de Grégoire Chamayou

« *L'ethos militaire traditionnel avait ses vertus cardinales : courage, sacrifice, héroïsme* », rappelle le philosophe Grégoire Chamayou dans *Théorie du drone*. Avec cette arme nouvelle – c'est loin d'être anodin – on ne meurt plus pour sa patrie.

← [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

excessive aux yeux de beaucoup d'électeurs de gauche, le livre démontre le contraire.

De l'abandon de la réforme fiscale qui pourtant figurait dans le programme du Parti socialiste en passant par la trahison de Florange, les différents renoncements sont retracés, décryptés, analysés. Le tableau d'ensemble est saisissant. Et ce qui frappe, c'est l'incroyable duperie de François Hollande sur le « choc de compétitivité » qui va aboutir à 20 milliards de cadeaux au patronat, le tout payé par une réduction des dépenses et une augmentation des impôts. « *En cette année 2012, le gouvernement socialiste décide de lui-même, dès le lendemain de l'élection présidentielle, qu'il va mettre en œuvre la réforme phare... du candidat qui vient d'être battu.* » Cerise sur le gâteau, l'affaire est rondement menée puisque ce sont les mêmes conseillers qui s'activaient déjà autour de Nicolas Sarkozy.

← **GUILLAUME LIÉGARD**

L'étrange capitulation, Laurent Mauduit,
éd. Jean-Claude Gawsewitch, avril 2013

Detroit, la tutelle contre la démocratie

La ville symbole de l'industrie américaine est sous tutelle depuis fin mars. Laissée à l'abandon, ravagée par le chômage, Détroit s'apprête à subir un traitement de choc dont la démocratie locale ne sortira pas indemne. Les résistances s'organisent.

Un triste jour pour Detroit ». C'est ainsi que Grace Lee Boggs, l'une des figures du mouvement pour les droits civiques, qualifie le 25 mars 2013. Ce lundi-là, Kevyn Orr, un avocat de Washington DC, a en effet officiellement pris ses fonctions d'« Administrateur financier d'urgence » de la ville. Pour le dire autrement : Detroit était officiellement placée sous tutelle de l'État du Michigan.

La ville a besoin de 100 millions de dollars de trésorerie d'ici quatre mois, et doit rembourser 2 milliards de dollars de dette au cours des cinq prochaines années. Le déficit de l'exercice 2012 s'élève à 327 millions de dollars, auxquels il convient d'ajouter 610 millions d'emprunts supplémentaires, contractés pour boucler le budget

sans risquer le défaut de paiement. Au total, la ville est endettée à hauteur de 14 milliards de dollars.

Symbole de l'histoire industrielle des États-Unis, désormais abandonnée par l'état fédéral, Detroit subit de plein fouet le poids d'une dette démesurée et du dogme de l'austérité. Ce qui s'y joue est une mise en abîme des dysfonctionnements actuels du capitalisme, et de sa rupture, désormais largement consommée, avec la démocratie.

« COMME SI KATRINA AVAIT DURÉ 60 ANS »

Jusqu'aux années 1950, Détroit fut une ville prospère. Grâce à l'industrie automobile, elle connaissait son apogée et était, avec ses 1 849 000 habitants la sixième ville du pays. Face aux revendications ouvrières, les industriels ➔

commencèrent à déménager les premières usines, de quelques kilomètres parfois, dans des villes à la fiscalité avantageuse, en embauchant des ouvriers plus dociles. Le lent déclin de la ville débutait, bientôt renforcé par la crise du secteur. Grace Lee Boggs, installée sur place depuis 1953, explique que « *c'est comme si Katrina avait duré 60 ans* » : un ouragan de basse intensité, mais dont les ravages ne sont pas moins importants. Des quartiers entiers sont laissés à l'abandon, les maisons, désormais bringuebalantes, menacent de s'effondrer à tout moment, quand elles ne partent pas en fumée. La criminalité y atteint des sommets. Officiellement, le taux de chômage est d'environ 30 %, mais approcherait en réalité les 50 %. La situation de la ville ne doit rien à la fatalité : le taux de chômage du Michigan n'est

« que » de 8,8 %. Ville à 89 % Noire, dans un état à 80 % Blanc, Detroit a été sciemment laissée à l'abandon.

Confrontées à cette dette galopante, les autorités publiques ont dans un premier temps pu être tentées de raisonner à court terme. Les plans de licenciements se sont multipliés, afin de réduire la masse salariale de la ville... mais les retraits des employés municipaux sont en effet à la charge de la ville. Les coûts sont simplement reportés dans le temps. Dans l'intervalle, la population s'est appauvrie.

NI SERVICE PUBLIC NI DÉMOCRATIE

Nommé par le gouverneur républicain de l'État, malgré l'opposition des habitants de Détroit, Kevyn Orr aura tout pouvoir sur les finances de la ville. Il pourra ainsi

décider de mettre un terme à tous les contrats liant la ville à ses employés ou à ses fournisseurs. Son autorité se substitue à celle du conseil municipal, qui ne pourra s'opposer à ses décisions.

Orr est l'un des meilleurs avocats de faillite du pays et est rompu aux traitements de chocs. En charge du dossier Chrysler, mis en faillite en 2009, et qui, depuis, renoue avec les bénéfices, il avait piloté un plan drastique de restructuration. 798 concessionnaires avaient été sommés de mettre la clef sous la porte avec un préavis d'un mois seulement.

L'équation est la suivante : pour sauver la ville de la faillite, autrement dit pour préserver le minimum de services publics, il est nécessaire de suspendre temporairement la démocratie. L'endettement de Detroit imposerait en effet des décisions trop impopulaires pour qu'elles puissent être prises par des élus. Et, puisqu'il n'y a, selon la doxa néolibérale, pas d'alternative à l'austérité, il ne serait *in fine* pas aberrant de s'en remettre à un expert.

Les habitants de Detroit avaient rejeté la première tentative du gouverneur d'installer un administrateur d'urgence. Il est donc passé en force, imposant ainsi un troc d'un genre nouveau : renoncer aux droits civiques en échange du maintien d'un minimum d'infrastructures publiques.

ANGLES MORTS

Mais les angles morts de ce raisonnement sont nombreux. L'austérité

L'endettement de Detroit imposerait des décisions trop impopulaires pour qu'elles puissent être prises par des élus.

n'est premièrement pas porteuse à moyen et à long terme. À terme, les comptes de la ville seront peut-être à l'équilibre, mais les habitants n'auront ni service public ni démocratie.

Le cas de Flint est à cet égard exemplaire. Située à une centaine de kilomètres de Detroit, berceau de General Motors, la ville est sous tutelle depuis 2009. Son administrateur d'urgence reconnaît désormais lui-même que le remède qu'il a imposé aux habitants n'est pas meilleur que le mal. Les finances de la ville sont certes revenues à l'équilibre. Mais la criminalité y a explosé, les infrastructures les plus basiques (comme l'éclairage public ou les feux de signalisation) sont abandonnées, et les habitants continuent donc de fuir une ville rendue invivable, à l'état de choc.

Detroit suit depuis longtemps la même route. Dix écoles ont fermé fin 2012.

Depuis deux ans, la ville envoie chaque année un préavis de licenciement à l'ensemble de ses instituteurs, ne sachant pas à l'avance combien d'entre eux elle pourra garder l'année suivante. Elle n'en réembauche ensuite qu'une partie, avec des contrats revus à la baisse.

En outre, la rhétorique de l'urgence masque les conflits d'intérêt, nombreux, qui constituent la toile de fond de ces décisions. Le cabinet Jones Day, dont Kevyn Orr était jusqu'au moins dernier un associé, a ainsi été choisi, hors toute procédure d'appel d'offres, pour appuyer le redressement de Detroit... Auparavant, le cabinet de conseil Conway Mackenzie avait proposé un plan d'économie de 7,4 millions de dollars (via la réduction drastique du nombre de collaborateurs des élus au conseil

municipal). Une consultance que le cabinet a facturée... 4,2 millions de dollars!

UNOCCUPY DETROIT

Detroit peut-elle s'en sortir sans le soutien de l'état fédéral? Rien n'est moins sûr. Les habitants de la ville commencent donc à s'organiser et cherchent à mobiliser l'opinion publique fédérale. Ils multiplient les manifestations, les opérations escargot sur les autoroutes desservant la ville ainsi que les occupations de bâtiments publics.

Mais, autour du « Boggs Center to Nurture Community Leadership », l'organisation fondée par Grace Lee Boggs et son mari, d'autres font un choix différent: ce qu'il s'appelle le « *visionary organizing* », « *l'organisation visionnaire* ». Plutôt que de dépenser leur énergie dans la mobilisation

contestataire et d'attendre, *in fine*, que Washington renonce à sa passivité, ils préfèrent s'organiser pour expérimenter, au quotidien, la vie de l'après capitalisme : « *Il est temps de créer un conseil d'organisations de Detroit, qui inclurait le conseil municipal et toutes les organisations qui travaillent au niveau local* », explique Shea Howell, du Boggs Center. « *C'est notre droit et notre responsabilité de créer les moyens et les voies pour nous gouverner dans nos propres communautés. Nous sommes en train de construire une nouvelle démocratie, ancrée dans l'histoire, la sagesse et la vision de notre communauté (...).* » Un réseau est déjà en place, qui entend fédérer diverses initiatives de prise en charge, par la communauté de ce que ni le marché ni la municipalité ne sont en mesure de faire.

Kevyn Orr décrit sa mission comme « *les jeux olympiques de la restructuration* », et, candide, assure être prêt à être « *l'homme le plus détesté* » de la région, certain de réussir et de pouvoir « *raconter à [ses] petits enfants* » comment il aura « *participé à la plus grande opération de redressement de l'histoire* ». Plus humbles, les habitants de Detroit expérimentent, avec lucidité et détermination, l'après capitalisme, comme l'explique Shea Howell : « *Il ne s'agit pas d'améliorer la qualité de la vie des habitants de Detroit. C'est une question de pouvoir et de contrôle. La poursuite de la vie, de la liberté et du bonheur ne viendra pas d'un administrateur d'urgence dont le boulot est de privatiser notre ville. Tout dépendra de ce que nous saurons créer dans nos communautés.* » ← **NICOLAS HAERINGER**

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

40€ tarif étudiants-chômeurs

60€

Abonnement de soutien

montant à préciser : €

Choisissez votre rythme

en une fois

par trimestre

par mois

Choisissez votre moyen

de paiement

par chèque

par carte bancaire

(remplir le bulletin
ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.

N° national
d'émetteur
484326

VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

Nom et adresse du créancier

LES ÉDITIONS REGARDS
LES ÉDITIONS REGARDS
5 Villa des Pyrénées 75020 Paris

COMPTE À DÉBITER

Code Code guichet Numéro de compte CLÉ RIB
d'établissement

Nom et adresse de votre banque
ou de votre centre CCP

Date

Signature

JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96